

M. FISHER : Cela, nous l'avons déjà.

M. HENDERSON : L'honorable ministre de l'Agriculture m'a l'air de vouloir charger son département de toutes sortes de choses qui concernent ceux de ses collègues. C'est une tendance à laquelle il manque rarement de donner satisfaction quand l'occasion s'en présente. Aujourd'hui, par exemple, il s'est permis de répondre pour le ministre de la Marine et des Pêcheries, et aussi pour le ministre de la Guerre. L'année dernière, c'était le ministre de la Milice qu'il remplaçait, et l'on se rappelle l'agitation créée par son intervention intempestive dans les fonctions de son collègue. Aujourd'hui, c'est pour le ministre de la Guerre qu'il répond.

Le département de l'Agriculture a, je crois, assez à faire de s'occuper des grands intérêts agricoles de ce pays sans encore se charger de toute espèce de choses qui détournent le ministre du véritable objet de ses fonctions. Les intérêts de nos cultivateurs sont négligés. Nous nous en sommes aperçus l'année dernière à propos des transports, lorsque, par une négligence du ministre de l'Agriculture ou de quelque autre ministre, nos gens, pour expédier leurs produits par des ports canadiens, avaient à payer, pour les faire passer sur des lignes largement subventionnées par l'Etat, des taux plus élevés que s'ils expédiaient ces mêmes produits par des ports américains.

Il me semble que le ministre de l'Agriculture, dans son grand amour du travail, surcharge un peu trop son département. Pourquoi y avoir ajouté le service de la statistique ? On devrait transférer ce service à quelque autre ministère. Il y a, par exemple, le secrétariat, où l'on n'a, pour ainsi dire, rien à faire, pendant que le département de l'Agriculture est tellement surchargé d'ouvrage qu'il est impossible à un simple ministre d'y exercer une surveillance effective. La besogne devrait, il me semble, être plus équitablement partagée. Il faudrait que le ministre de l'Agriculture pût consacrer tout son temps aux affaires qui intéressent les classes agricoles, et laisser au ministre du Commerce et de l'Industrie le soin de veiller aux intérêts commerciaux du pays. Je crois que le ministre a tort de vouloir petit à petit concentrer dans ses mains toute l'autorité, afin, je suppose, de briller avec plus d'éclat aux yeux du pays.

Dans ces conditions-là, avant deux ans, nous allons pouvoir nous passer de presque tous les autres départements.

M. FISHER : Mon honorable ami, dans son désir de me procurer quelque soulagement, a, je crois, commis une légère méprise. Il n'a pas remarqué que ce bill vient du Sénat, où c'est le ministre du Commerce et de l'Industrie qui l'a lui-même présenté. Au lieu donc que ce soit moi qui cherche à tout agripper, c'est le ministre du Commerce qui a voulu mettre encore cela à ma charge — non pas pour se débarrasser d'un fardeau, mais en vue tout uniment de simplifier l'ad-

ministration de ce service. Puisque déjà mes employés ont à faire l'inspection des fruits, il leur sera facile d'en surveiller l'emballage, sans frais additionnels pour le Gouvernement. Et voilà toute l'explication de l'affaire.

Je garantis bien à mon honorable ami que je n'ai nul désir d'ajouter à mon prestige ou à ma responsabilité. J'ai assez de besogne comme cela pour n'en pas vouloir davantage. Je serais bien aise de me dévouer d'une partie du travail de mon département, si seulement je pouvais engager quelqu'un de mes collègues à s'en charger. Peut-être un jour me sera-t-il donné de pouvoir me reposer ; et alors mon honorable ami aura l'esprit plus tranquille.

M. LENNOX : Mon honorable ami le député de Halton a pu se tromper dans le choix de son texte, mais le sermon valait la peine d'être entendu. Le ministre de l'Agriculture n'a peut-être pas tort dans la circonstance actuelle ; mais j'ai déjà eu l'occasion de parler de cette affaire, et, si l'on n'y apporte pas remède, j'aurai l'occasion d'y revenir.

Quelques DEPUTES : Oh !

M. LENNOX : Et nos collègues de la droite qui semblent être mal à leur aise autour, eux aussi, l'occasion d'y penser, s'ils veulent bien consulter les intérêts agricoles de ce pays. Il y a une couple d'années, nous étions à discuter de nos envois à l'exposition de la Grande-Bretagne, lorsque fut soulevée la question de l'institut impérial. Le ministre de l'Agriculture eut alors la complaisance de nous faire une description de l'institut ou plutôt de la section assignée à nos envois, et nous dit que c'était un lieu ouvert à tout le monde, où chacun mettait ce qui n'avait pas pu trouver place ailleurs, un lieu assez semblable à notre département de l'Agriculture — en d'autres termes, une sorte de dépôt général où se mettait tout ce qu'on ne voulait pas voir ailleurs.

Nous n'avons pas que le discours de l'honorable député de Halton pour nous faire comprendre que le ministre de l'Agriculture entend trop d'affaires à la fois, et aux dépens, je n'hésite pas à le dire, des meilleurs intérêts du Canada. Dans la circonstance que je viens de rappeler, le ministre ne manqua pas de nous dire qu'il avait le recensement à surveiller et quelques autres choses, qui auraient fort bien pu passer dans quelque autre département, moins chargé d'ouvrage que le sien. Je crois que le ministre interprète mal la pensée de l'honorable député de Halton, lorsqu'il parle de sa sollicitude pour le ministère de l'Agriculture.

Ce n'est pas tant cela que sa sollicitude pour l'intérêt bien entendu du pays. J'ai déjà eu occasion de faire remarquer que l'agriculture occupe dans ce pays une place assez grande, assez importante pour le temps et tous les soins d'un ministre. Les intérêts des agriculteurs l'exigent, de même que la diversité et la multiplicité de nos